

## « Le PSF, un parti de masse à droite »

**Antoine Godet**

Les 30 et 31 janvier 2014 s'est tenu, au Centre d'histoire de Sciences Po, le colloque « Le PSF, un parti de masse à droite ». Il était ouvert par Jean-François Sirinelli. Les quatre demi-journées étaient ensuite présidées par Serge Berstein, Jean-Noël Jeanneney, Jean-Paul Thomas et Gilles Richard. Elles portaient successivement sur la naissance et l'organisation du Parti social français (PSF), son intégration dans la vie politique française des années 1930, le PSF et la société française des années 1930 et enfin, la guerre et l'héritage du PSF.

Fondé par le colonel François de La Rocque, le Parti social français succède à la ligue des Croix-de-Feu, dissoute par le Front populaire en 1936. En raison de l'image que lui a donnée la gauche antifasciste des années 1930, le PSF fut longtemps catalogué comme le premier parti fasciste de France, notamment par l'historiographie anglo-saxonne. La préface de la réédition du livre de Zeev Sternhell *Ni droite ni gauche* en 2013 reprend d'ailleurs cette thèse (un défilé des Croix-de-Feu servant à illustrer la couverture). Il faut dire que ce sujet fait l'objet depuis plusieurs décennies de débats intellectuels, de controverses scientifiques, de polémiques et de jugements sommaires, et l'objectif de ce colloque était notamment de ne pas coller d'étiquette sur le PSF, mais de « dire ce qu'il a vraiment été », pour reprendre les mots de Serge Berstein. Il s'agissait aussi, plus largement, de mieux appréhender ce qui fut en France le premier parti de masse à droite, qui, paradoxalement, demeure encore fort mal connu. Le petit-fils de La Rocque, Hugues de La Rocque, présent lors de ces deux journées stimulantes et enrichissantes, commentait chacune des interventions.

Entre la petite organisation élitiste des Croix-de-Feu créée en 1927 par Maurice d'Hartoy et le PSF fort de plus d'un million de membres en 1939, il n'y a plus grand-chose en commun, mis à part, comme l'a rappelé Jean Vavasseur-Desperriers, une même « mystique » qui reposait avant tout sur un attachement à la patrie, la fraternité des tranchées, l'effort, la jeunesse et, surtout, une foi dans le rassemblement national. L'historien est revenu sur la prise en main décisive des Croix-de-Feu par La Rocque à partir de 1931 : le colonel réorganise et politise le mouvement, en élargit les bases de recrutement, en modifie les formes militantes et parvient à en faire la plus puissante des ligues de droite des années 1930.

En 1936, les Croix-de-Feu sont dissoutes par le gouvernement du Front populaire. La gauche rassemblée a en effet vu dans le puissant mouvement de La Rocque une organisation de type fasciste, vision alimentée par les défilés de type militaire, l'insigne à tête de mort (toujours représentée dans les caricatures des gauches), le goût du secret, le caractère subversif de certains discours (« Nous sommes prêts »), l'aura du colonel sur ses troupes et plus encore, la masse des adhérents. Mais surtout, pour la gauche, La Rocque est et restera « l'homme du 6 février 1934 », bien que ce jour-là, le colonel, profondément légaliste, a retenu ses troupes et joué le rôle d'un modérateur. L'extrême droite ne le lui pardonnera pas ; la gauche n'en tiendra pas

compte. À partir de là se forge une image faussée, univoque et primaire d'un colonel aspirant dictateur, dont les moindres entreprises seront toujours observées au prisme du péril fasciste.

En juillet 1936, La Rocque fonde le Parti social français. Si le nouveau parti apparaît très différent de la ligue, il en reste quand même la mystique d'origine. Il s'agit en fait d'un parti de type traditionnel, républicain, conservateur, viscéralement anticommuniste, antisocialiste, antimaçonnique mais pas antisémite (malgré quelques dérapages, nous y reviendrons), et surtout fortement inspiré par le catholicisme social. Jean-Félix de Bujadoux abordant la question du PSF et de la réforme de l'État a montré que le mouvement reprend tous les principaux objectifs édictés par les réformistes depuis les années 1920 : renforcement de l'exécutif, « rationalisation » du parlementarisme (et non suppression), droit de vote des femmes, réformes administratives, etc. En bref, un programme qui ne présente pas d'originalité particulière, et dont les sources sont à la fois le révisionnisme ancien combattant et la réflexion personnelle du colonel, inspiré lui-même par les idées des maréchaux qu'il a servis, Foch et Lyautey. En résumé, le PSF est un parti républicain, conservateur, qui veut des changements dans la Constitution, mais pas de changement de Constitution.

Selon Frédéric Tristram, son projet économique et social est peu abouti et s'oppose surtout à tout ce qu'entreprend le Front populaire en la matière. Mais cette faiblesse programmatique contraste avec une forte structuration du parti dans le champ économique et social (groupe patronal, groupements ouvriers, syndicats professionnels français, etc.). Fabien Conord a notamment montré la place centrale des questions sociales dans l'identité partisane du PSF : le parti affirme que le social est prioritaire (« Social d'abord »), supérieur au politique.

Sur le plan de la politique extérieure, Pascal Blanchard a montré que le PSF a une influence réelle dans les colonies, et particulièrement en Algérie, où il s'oppose au projet Blum-Viollette du Front populaire. À un moment où tous les partis politiques français admettent l'idée coloniale, le discours colonial du PSF n'est cependant pas minoritaire. François de La Rocque, notamment du fait de son passé d'officier au Maroc (il parle très bien l'arabe), connaît lui-même cette question et les Croix-de-Feu se sont dès 1934 implantées dans les colonies françaises. Christine Manigand et Anne Dulphy ont quant à elles montré que les questions internationales ne semblent pas primordiales aux yeux du PSF, même si elles sont présentes : les questions internes (l'unité de la France) sont bien plus importantes – la France est en « sursis de guerre » et c'est de l'intérieur du pays que vient le problème. Les deux pays qui, pour les Croix-de-Feu puis le PSF, représentent le danger sont la Russie soviétique et l'Allemagne hitlérienne, la dictature étant jugée incompatible avec « l'esprit national ». Pour faire face à ces deux périls, « peste et choléra », la France a besoin d'alliances : la Grande-Bretagne, l'Italie et le gouvernement de Franco (pour leur anticommunisme), la Pologne et les pays de la Petite Entente. On revient donc à un système européen traditionnel qui rejette toute l'action de la SDN, une organisation internationale « infestée par les Soviétiques » selon La Rocque. La crise de Munich est placée par le PSF sous le signe de la défense de la paix, au nom d'une politique réaliste, ni belliciste, ni pacifiste, élevée contre les « fauteurs de crise ». Si les questions internationales sont secondaires, il y a en revanche – c'était l'objet de l'intervention de Frédéric Turpin – une doctrine très construite et très précise du PSF

en matière de défense nationale, qui porte de toute évidence la marque profonde de La Rocque, militaire de carrière. Cette doctrine, tout à fait moderne, se rapproche sur bien des points de celle d'un de Gaulle (armée de métier, développement de l'aviation et des blindés, développement des nouvelles technologies, principe de la guerre éclair, etc.).

Si certaines de ses idées ne sont pas originales, le PSF n'en demeure pas moins une organisation atypique dans la France des années 1930. Pour Jean-Paul Thomas, si le PSF est l'objet de continuités en amont et en aval, le moment PSF est le moment d'une « mutation », qui s'intègre dans l'histoire d'une mutation des cultures politiques, des droites, mais aussi dans l'histoire de la culture politique française, puisque le nouveau parti, qui peut être qualifié de parti « attrape-tout », recueille des éléments de toutes les familles des droites et un peu de centre gauche et opère un « recentrage » électoral. Le PSF, pour reprendre les mots de Jean-Paul Thomas, est un « carrefour », une « synthèse » : il récupère et brouille tous les héritages des droites, se plaçant dans la lignée du catholicisme social et plus largement d'un catholicisme français en quête d'une réintégration politique, à une époque où la culture républicaine subit elle-même une mutation.

Plus encore, dans la continuité des Croix-de-Feu, le PSF devient rapidement – chose encore trop ignorée – un « parti de masse », comptant jusqu'à 1 200 000 membres en 1939 (730 000 en 1937) ! David Bensoussan a abordé le sujet de la structuration et de la géographie d'un parti de masse à droite, réfléchissant sur la question des effectifs et de leur répartition, à partir notamment du document Barrachin et des travaux de Jean-Paul Thomas. Il y a, de fait, une « énigme PSF », une « étrangeté PSF ». Comment ce parti surgi tardivement a pu, en si peu de temps, devenir le premier parti de masse en France, à une époque où la question des masses se pose à droite et à l'extrême droite ? Et pourquoi l'empreinte du PSF ne semble pas liée à la hauteur de ses effectifs ? La « massification » du PSF est d'abord liée à un phénomène d'extension des effectifs, lui-même lié à une nationalisation de l'implantation du parti entre 1937 et 1939. La place des jeunes, des femmes, des classes populaires et moyennes y est importante. Les femmes notamment, comme l'a montré Sabrina Tricaud, sont les maîtres d'œuvre et les actrices de l'action sociale et civique du mouvement, avec le rôle central d'Antoinette de Préval. Il existe au PSF une logique d'inclusion des femmes qui n'existait pas dans les autres partis (pas de section féminine au PSF), même si le parti propose une vision de la femme et de la famille « traditionnelle ». Finalement, rappelle David Bensoussan, le PSF est un parti de masse dans ses structures, par ses effectifs et sa dimension interclassiste et intergénérationnelle : à la veille de la guerre, le PSF est une grosse et puissante organisation, avec un fort maillage local et national. C'est notamment cette dimension de « parti de masse » qui a beaucoup inquiété les gauches rassemblées.

Pour Gilles Morin, la création du PSF ne change rien à la vision des gauches, reflet d'un antagonisme et d'une culture conflictuelle quasi généraux, et d'un clivage profond de la vie politique française des années 1930. Pour les gauches françaises, la ligue fasciste est simplement devenue un parti fasciste. Selon le PCF, le nouveau parti veut supprimer les libertés et sert les forces étrangères. Le Front populaire lui-même a une profonde méfiance à l'égard du PSF. Dans une période d'exceptionnelle mobilisation politique et de tension permanente (surtout à partir du déclenchement de la guerre d'Espagne), les affrontements de rues ne sont pas rares, relayés par la

presse ; la fusillade de Clichy le 16 mars 1937, qui provoque 15 morts à la suite d'agissements de militants de gauche contre une réunion du PSF, en marque l'apogée dramatique. À la suite de cette commotion, une dédramatisation progressive se fait à partir de 1937, d'autant plus que la gauche se désunit, que le PCF se trouve un nouvel ennemi (le « renégat » Doriot) et que les radicaux s'intéressent au PSF.

La gauche, donc, s'est longtemps aveuglée sur le PSF en l'assimilant au fascisme et s'est confondue dans un manichéisme qui ne lui était pas propre cependant. Michel Winock est revenu sur cette question, largement débattue, d'un PSF fasciste. En prenant soin de rappeler le contexte d'une « Europe des dictatures » aux fascismes victorieux, il a clairement rappelé que le nationalisme des Croix-de-Feu et du PSF était défensif et non conquérant, et somme toute, relativement modéré, que le PSF n'était pas un ennemi de la Révolution ni des Lumières, qu'il était légaliste, attaché à la République (même s'il voulait en changer la forme), et qu'à cette époque peu de partis, même à gauche, échappaient à la paramilitarisation. Mais, cette vision contemporaine et déformée de la gauche s'est transmise de génération en génération, ce qui, comme le confiait l'une des petites-filles du colonel, a fait beaucoup de mal à la famille de La Rocque. Le PSF dérange parce qu'il est un phénomène inédit, aux théories conservatrices et aux pratiques novatrices. Selon Michel Winock, il faudra attendre l'essor du gaullisme pour comprendre rétrospectivement le PSF.

Reste la question – ambivalente, schizophrénique – de l'antisémitisme au sein du PSF, dans un contexte de libération générale de la parole antisémite. En Algérie et dans le Nord-Est de la France, la presse locale du PSF verse facilement dans un antisémitisme parfois violent (Emmanuel Debono). Toutefois, ces observations locales ne sont pas généralisables à toute la France et en définitive, on retrouve plutôt des sensibilités et des attitudes, qu'une véritable tendance antisémite au sein du PSF.

L'attitude générale du PSF pendant la guerre, objet de l'intervention d'Alya Aglan, se caractérise par une prudence à l'égard de la Révolution nationale, alors que celle-ci reprend certaines de ses idées. La Rocque, maréchaliste mais pas pétainiste (il se verrait bien comme « conseiller du Prince »), mais surtout légaliste (et pas rebelle comme de Gaulle), est un temps courtoisé par Vichy et les Allemands, avant d'être arrêté par la Gestapo en mars 1943 et déporté. Entre-temps, le régime se durcissant, La Rocque s'en est éloigné de plus en plus, créant en 1942 le réseau KLAN qui livre des informations à l'Intelligence Service. En temps de guerre, le PSF (désormais Progrès social français) abandonne officiellement toute activité politique (partisane) pour se recentrer sur l'action sociale. Éric Alary a traité à ce sujet des ADP (« Auxiliaires de la Défense Passive »), un réseau très dense d'interventions sociales, relativement autonome et surtout actif au début de la guerre. Le bilan du PSF pendant la guerre est un double échec : La Rocque n'est pas parvenu à influencer le Maréchal, et son réseau KLAN n'a pas acquis une grande visibilité, au point qu'au sortir de la guerre, le colonel est vu comme un antigauilliste et conserve cette étiquette de « premier fasciste Français ». Au lendemain de la guerre, il est isolé, le PSF s'est volatilisé, de Gaulle est le grand gagnant.

En conclusion, Gilles Richard a rappelé que l'histoire des partis permet de comprendre l'histoire générale d'une société, en étudiant les structures et les programmes, mais aussi leur insertion dans la société, leurs représentations. Ce colloque, riche et stimulant, a montré que la représentation actuelle du PSF, même si elle évolue peu à peu (grâce notamment à de tels colloques qui « remettent les



*Histoire@Politique. Politique, culture, société* – Rubrique « Comptes rendus – colloques ».  
Mis en ligne le 3 mars 2014, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

pendules à l'heure »), reste tributaire d'une vision de gauche très forte et répandue à son époque face à ce qui était alors la véritable force politique des droites. L'historien étant porté à réviser ses connaissances, il y a, de fait, un écart considérable entre l'image du PSF et sa réalité, qu'il convient d'interroger, de critiquer, de corriger.